

**Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et
en Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et
de Guadeloupe.
Pour la reconstruction
de la IV^{ème}
Internationale.**

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

— PARAIT TOUTES LES 2 SEMAINES —

SAMEDI 26 SEPTEMBRE 2015

1140

1 €

Tout est fait pour le grand patronat et les riches! Les attaques s'abattent sur les travailleurs et les pauvres

Le gouvernement Hollande-Valls et ses notables auxiliaires aux Antilles sont aujourd'hui ouvertement les fidèles exécutants du grand patronat. Il n'y a plus aucune différence entre ce gouvernement et celui de Sarkozy-Fillon. La gauche et la droite se partagent les tâches à tour de rôle contre les travailleurs et la population opprimée. Le grand patronat exige de vouloir embaucher et licencier quand il veut, de contourner les lois ou d'en faire d'autres pour ses profits, de bidouiller le code du travail que certains même veulent abolir, de restreindre l'activité des prudhommes jugés trop favorables aux travailleurs, d'être exonéré de charges sociales et fiscales à chaque fois qu'il le demande. Et le gouvernement s'exécute. Et plus il s'exécute, plus les grands patrons en redemandent. Et leurs profits s'accroissent!

Pierre Gattaz, le patron du MEDEF (le plus important syndicat du grand patronat), fait sa colère d'enfant gâté parce que le gouvernement reporte d'un trimestre les baisses de cotisations sociales sur les salaires compris entre 1,6 et 3,5 fois le Smic. Pourtant, cette mesure ne remet pas en cause le pacte de responsabilité ni les multiples aides à fonds perdus accordées au patronat!

En octobre 2013 en Guadeloupe il a suffi que les patrons du bâtiment avec Gaddarkhan en tête bloquent la zone de Jarry et les principales artères pour que le soir même une table ronde soit organisée avec les représentants de l'État et de la Région. Ces patrons ont immédiatement obtenu l'effacement de 165 millions de dettes sociales! Et tout à l'avenant.

Le CICE (Crédit d'impôt-compétitivité-emploi) est le crédit d'impôt accordé par l'État aux entreprises. Son montant est de l'ordre de 1000 euros par an pour un salarié payé au smic. Le comité de suivi du CICE constate que le système fonctionne à plein régime. Il a rapporté au patronat 11,2 milliards d'euros en 2014. Ce sera probablement 18,2 milliards cette année, et ensuite 20 milliards par an. Et les emplois que cette aide est censée aider à créer? Impossible d'évaluer l'impact du CICE sur l'emploi, déclare le comité de suivi. Il n'y a qu'à voir les chiffres du chômage pour constater que le patronat empoche l'argent sans embaucher. Le CICE est une arnaque du patronat et du gouvernement au détriment de la population.

On comprend bien alors pourquoi le grand patronat acclame les ministres de Hollande: l'année dernière, Valls s'était fait acclamer par les patrons du MEDEF lors de leur université d'été. Il avait déclaré qu'il "aimait l'entreprise", autrement dit qu'il aimait les capitalistes. Cette année, c'est Macron, ministre de l'économie, qui s'est fait acclamer par ces mêmes patrons car il a pris position contre les 35 h devant eux. De plus, il vient de s'attaquer au statut des fonctionnaires. Les pressions pour supprimer les 40% de prime de vie chère des fonctionnaires antillais se font de plus en plus entendre de la bouche des fidèles du gouvernement Hollande et de ceux de la droite.

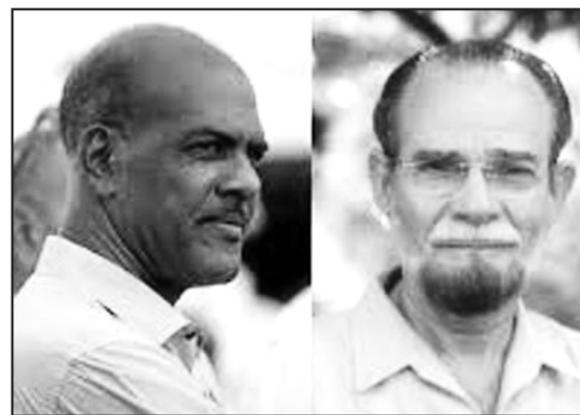
Et voilà que nos notables de Guadeloupe et de Martinique sont en train de se battre dans cette campagne électorale pour la CTM en Martinique et pour les régionales en Guadeloupe, pour tenter d'être chacun le meilleur serviteur possible de ce patronat! Le véritable enjeu en réalité, c'est cela, qu'ils soient de gauche, indépendantistes ou de droite!

Les listes Combat Ouvrier dans les deux îles conduites par nos camarades Ghislaine Joachim-Arnaud en Martinique, et Jean-Marie Nomertin en Guadeloupe, sont les seules à s'opposer aux capitalistes, aux riches. Elles seules déclarent que la lutte pour faire régurgiter aux grands patrons même une partie de leurs profits réalisés sur l'exploitation des travailleurs est le moyen le plus efficace pour embaucher et pour augmenter les salaires et les pensions!

Martinique

CTM : Tempête dans un verre d'eau

Plus la date de l'élection approche, et plus les insultes, invectives et menaces tiennent lieu d'arguments chez certains. Le dernier fait a été la cause d'un déferlement d'injures à connotation raciste contre un journaliste de Martinique 1^{ère}. Cela concernait le vote d'un amendement précisant une hiérarchisation des deux directeurs généraux des services du Conseil Régional et du Conseil Général dans la nouvelle Collectivité Territoriale de Martinique. Ce vote fera de celui de la Région le directeur titulaire et celui du Département, son adjoint. Le présentateur du journal télévisé de 19h attribua (par erreur, semble-t-il, mais cela reste à prouver) la paternité de cet amendement au député de Fort-de-France, Serge Letchimy, qui est le président du Conseil Régional et candidat tête de liste de «Ensemble Pour une Martinique nouvelle» (EPMN). En fait, si le fameux amendement a été présenté par le gouvernement, il a été



S. Letchimy

A. Marie Jeanne

soutenu par Letchimy alors qu'une députée de Guyane n'en voulait pas. La présidente du Conseil Général s'est manifestée en saisissant la ministre des Outre-mer et en informant les parlementaires locaux. Nilor, député MIM (Mouvement indépendantiste martiniquais) du «Gran sanblé» n'en demandait pas tant pour s'en servir comme argument contre son adversaire. Montée au créneau de Chantal Maignan, de Camille Chauvet et

du directeur de cabinet du président de la Région ainsi que de nombreux intervenants sur les réseaux sociaux qui n'ont rien trouvé de mieux que de rappeler à ce journaliste «qu'il n'est pas natif de Martinique, mais originaire d'un pays d'Afrique noire», et ils l'accusent même d'avoir des accointances avec le camp des patriotes du «Gran sanblé» de Marie-Jeanne et Lise. Certains sont même allés jusqu'à proférer des propos qui s'apparentent à des

Suite P.3

Guadeloupe

Chalus et Lurel : un petit malin et un vieux rusé mais deux notables à rejeter par le camp des travailleurs et des exploités!

Ary Chalus, député maire de Baie-Mahault a été élu dimanche 20 septembre comme la tête de liste du GUSR (Guadeloupe Unie Socialisme et réalité), une branche séparée des socialistes depuis plusieurs années mais qui s'affirme toujours de gauche. Il rassemblera donc les Losbar, maire de petit Bourg, Gillot sénateur et ex président du Conseil Général ainsi que bien d'autres notables comme Serva, Barfleur etc. Ce qui anime tous ces notables c'est de prendre la place de l'équipe Lurel au Conseil Régional. C'est tout. Chalus pioche à gauche comme à droite puisqu'il récupère aussi les ex ministres de Chirac et Sarkozy: Michaux Chevry et sa fille Marie-Luce Penchard. Est-il différent de Lurel si ce n'est par son plus jeune âge? Oh que non! C'est le même type de notable. Bien lié aux patrons de Jarry, aux bourgeois et petits bourgeois aisés, Chalus est fort bien vu par eux pour qui il se

montre très conciliant. Et il n'hésite pas avec Chevry et Penchard à se doter d'ex ministres qui ont participé à des gouvernements Chirac et Sarkozy et qui ont exécuté, comme Hollande et Lurel aujourd'hui toutes les volontés du grand patronat et favorisé la montée du chômage et des licenciements. Lurel, lui, fait beaucoup de cadeaux aux gros patrons, à ceux du BTP, aux gros planteurs de banane, aux hôteliers. Il verse des subventions à ces hôteliers qui, malgré tout ferment leurs portes et licencient, comme viennent de le faire les patrons du Manganao. Il permet aux grosses entreprises du bâtiment d'être exonérées de la taxe sur le Gazoil. Il a versé plus de 4 millions aux riches patrons de la banane pour une mûrissierie; il y a quelques jours il était encore à l'Élysée avec les patrons des DOM pour quémander à Hollande de nouvelles aides en leur faveur. Chalus et Lurel sont en train de cristalliser sur leurs noms



A. Chalus

V. Lurel

toute la campagne des élections régionales. Et la majorité des notables a lancé le match! Mais les travailleurs, les chômeurs, les jeunes, les exploités auraient bien tort de se battre pour l'un ou pour l'autre. Aucun des deux n'est leur défenseur. Ils font partie du personnel politique qui est utilisé par les gouvernements et les patrons pour qu'ils agissent dans les intérêts des possédants, des capitalistes, des couches aisées de la population.

La CTM, les partis nationalistes, les notables et la position de la liste Combat Ouvrier

«La réalité c'est que cette nouvelle CTM c'est peu de chose et ils le savent. Ce n'est qu'un nouvel arrangement institutionnel concocté avec le gouvernement et qui va dans le sens des intérêts actuels de la bourgeoisie, de concentrer les dépenses. D'ailleurs, c'est la moindre des choses qu'il n'y ait pas de chevauchement des compétences des prérogatives entre le Département et la Région.

En définitive, ces formations ou regroupements de formations se taisent sur la situation des exploités, sur la situation des travailleurs. Aucune ne remet en cause le système capitaliste et tous font acte d'allégeance devant les possédants. «Je lance un appel solennel aux investisseurs martiniquais leur demandant d'accompagner les initiatives publiques.» déclarait Marie-Jeanne, 26 avril 2015.

La réalité c'est qu'en ne disant rien, ils sont en fait complices de ceux qui dirigent. Ils sont dans les faits d'accord avec l'exploitation capitaliste et toutes ses conséquences.

Notre organisation, Combat Ouvrier, présentera une liste aux élections à la CTM en Martinique.

Dès maintenant, nous appelons les travailleurs et les exploités à dénoncer la duperie des deux camps nationalistes de notables qui s'affrontent pour les postes en Martinique, mais également de tous ceux qui

brandissent l'expression «Martinique» comme gage de désintéressement.

Nous ne nous battons pas pour «défendre la Martinique». La Martinique actuelle, c'est celle des gros possédants, des Hayot, des Aubéry, des Ho-Yo Hen et Parfait et autres De Pompignan. Nous nous battons pour que, dans cette Martinique, les travailleurs, les classes exploitées, les classes populaires se mettent en lutte contre l'exploitation des capitalistes, békés ou noirs, et ceux des grosses sociétés métropolitaines.

Dès maintenant, nous leur disons : «Construisons notre force, indépendante des capitalistes et de tous les notables qui prétendent vous défendre alors qu'ils ne se battent que pour des postes.»

Et puisqu'il faut aussi éliminer les séquelles du colonialisme, c'est cette force des travailleurs et des exploités qui pourra le faire bien mieux que les autres, bien mieux que ces notables qui déjeunent à l'Élysée, qui ne sont que les serviteurs politiques des riches exploités et qui veulent nous faire croire que la CTM serait un pas vers la décolonisation totale. Cela aussi, c'est une tromperie, car cette CTM a été octroyée par l'État français comme un joujou, un hochet, aux notables locaux pour faire croire en notre émancipation. Mais ce n'est qu'un bricolage administratif de plus de l'État français, qui ne changera rien,

rien au chômage qui fait des ravages, rien à la pauvreté, rien à l'exploitation et aux bas salaires, rien aux séquelles coloniales. Par contre, cette CTM, les travailleurs pourraient l'utiliser pour y envoyer des travailleurs combattifs. Il faut que des travailleurs combattifs puissent y faire entendre les revendications ouvrières, contrôler les notables et les fonds qu'ils manipulent et dénoncer les mauvais coups. C'est la seule chose utile que nous pourrions faire à ces élections. Et c'est déjà beaucoup.

Pour renouer avec la tradition communiste révolutionnaire !

La liste Combat Ouvrier est la seule liste qui se réclame du communisme révolutionnaire. Donc du renversement de l'ordre capitaliste, et de la redistribution des richesses produites par les travailleurs à la majorité de la population et non plus pour une minorité de possédants. Toutes les autres s'inscrivent dans le système actuel. Nous profiterons de cette campagne pour appeler aussi les travailleurs et l'ensemble des opprimés à construire le parti communiste révolutionnaire qui, le moment venu pourra être le fer de lance de la révolution sociale pour le renversement de la bourgeoisie.

Les lycéens de Port-Louis refusent le diktat de la proviseure

Depuis la rentrée, la proviseure Mme Derussy a imposé à la majorité des lycéens des cours le mercredi après-midi.

Les élèves ont tenté à plusieurs reprises de lui expliquer que cela ne leur convient pas, sans succès. Ils ont donc décidé d'organiser une journée de grève, avec le soutien du journal *Rebelle* !. Ils ont prévu de distribuer un tract et de boycotter les cours le mardi 22 septembre.

À l'heure où nous écrivons, on ne sait pas encore si la proviseure acceptera de revenir sur sa décision. Mais de nombreux élèves sont exaspérés par ce nouvel emploi du temps, qui ressemble plus à une brimade qu'à une tentative d'améliorer leurs conditions d'études.

Il est en effet curieux de voir Mme Derussy justifier son choix par des arguments qui sont toujours différents, mais qui ne sont jamais convaincants.

À certains, elle explique que

c'est pour augmenter leurs chances de réussite. Mais les élèves sont épuisés. Ils n'ont plus le temps de travailler chez eux, ou même de trouver des stages. À d'autres, elle dit que c'est parce que le lycée manque de salles et de professeurs. C'est peut-être vrai, mais les élèves n'ont pas à faire les frais de l'austérité imposée par le gouvernement au service public d'éducation ! S'il manque des professeurs, pourquoi le rectorat a-t-il encore supprimé 34 postes dans le secondaire à cette rentrée ?

À ceux qui ont besoin du mercredi après-midi pour faire du sport, elle a précisé qu'ils pourraient rater les cours, à condition de montrer un justificatif. Faut-il comprendre que ces fameux cours ne sont finalement pas si importants ? Ou qu'il est normal que certains lycéens suivent tous les enseignements, et d'autres non ? À tous ceux qui ont protesté, elle a rétorqué : « je veux faire

une expérimentation, et c'est soit le mercredi après-midi, soit le samedi matin, point final ». C'est à se demander si elle considère les élèves comme des êtres humains, ou comme des rats de laboratoire...

Les lycéens en Guadeloupe souffrent déjà de journées trop longues, encore allongées par des heures de trajet, pour certains. Ils étudient dans des locaux qui sont rarement aux normes, et parfois franchement insalubres. Ils n'ont en général pas de matériel performant pour travailler.

Et il faudrait en plus qu'ils renoncent à la coupure du mercredi après-midi ? Les lycéens de Port-Louis ont raison de refuser !

DH : La grève du mardi 22 a été un succès. La proviseure a reçu une délégation d'élèves, mais elle a refusé de changer les emplois du temps. Les lycéens ont donc décidé de reconduire leur grève pour le lendemain.

ÉCHO DES HÔPITAUX

QUEL EST L'OBJECTIF RECHERCHÉ ?

Le 2B est retenu comme service pilote pour les activités liées à la pharmacie.

Ainsi, on apprend qu'un patient qui arrive avec sa prescription et ses médicaments, ne doit pas les prendre ; l'IDE du service doit téléphoner à un numéro pour signaler le fait et c'est l'hôpital qui délivre un médicament qui a la même molécule mais pas le même

nom ; personne ne comprend le sens de cette mesure. On note que la Sécu va déboursier deux fois et on cherchera à faire des économies pour combler le déficit.

DES INQUIÉTUDES JUSTIFIÉES !

Dans certains services des collègues ont développé des cancers. Plusieurs s'interrogent et rapprochent cela de nos

conditions de travail : des situations de stress qui se multiplient et se renforcent, des tensions, des interrogations qui restent sans réponse, des dénonciations de souffrance ou harcèlement qui ne sont pas traitées.

Le service de Santé au travail a du pain sur la planche ! Notre action collective et solidaire pourrait être salutaire.

Procès Nicolas Chaulet : Un Béké raciste devant la justice

Vendredi 18 septembre, a eu lieu le procès de Nicolas Chaulet au Tribunal Correctionnel de Basse-Terre. Il fait partie de ces riches familles blanches qui se sont enrichies grâce à l'esclavage aux Antilles. C'est parce qu'il a un statut «d'intouchable» qu'il s'est autorisé à insulter et agresser un homme noir, en mars dernier.

Cet homme, c'est Frédéric Augustin, un artisan, qui déjeunait dans un restaurant avec un ami et deux femmes blanches. Cela n'aurait pas plu à Chaulet. Il a proféré des injures racistes en lui disant: «Sale nègre ! Fils de pute! Esclave ! Fils de vieille négresse ! C'est moi Nicolas CHAULET qui te le dis, les nègres ont toujours été les chiens des CHAULET ! Kounyi-a manmanw, makak ! Un petit nègre comme toi ne peut pas faire peur à un CHAULET ! Je vais te faire tuer, sale petit nègre !» (C'est ce qu'a rapporté un avocat maître Harry Nirelep, témoin de la scène). Ce n'est pas surprenant qu'un Blanc, issu d'une famille de riches planteurs, ait ce genre de comportement et tienne ce genre de propos. Cette classe békée est peut être nostalgique du système esclavagiste où ils avaient le droit de vie et de mort sur les esclaves. Au fil des générations, ils ont

perpétué l'idée selon laquelle un Nègre reste inférieur à un Blanc. Un autre procès semblable a eu lieu en avril 2012, celui de Sylvie Hayot. Elle fait partie d'une grande famille békée, les Hayot, qui a son droit d'entrée à l'Élysée. Sous l'emprise de la drogue et de l'alcool, elle avait provoqué un accident de la route. Les pompiers qui sont intervenus ont été traités de «sales nègres» et elle avait même giflé un gendarme noir. C'est parce que Sylvie Hayot fait partie de ces riches familles que sa peine a été plus légère que pour un pauvre qui aurait commis les mêmes délits. On sait bien qu'en général dans ces affaires, la justice, tout comme l'État, sont du côté de cette classe békée. Le procureur qui a requis un an d'emprisonnement ferme et 1500 euros d'amende à l'encontre de N. Chaulet lors de l'audience, aujourd'hui le dément. Il clame que les journalistes se sont trompés, il n'aurait pas dit un an mais un mois de prison.

Tous ces Blancs racistes doivent être condamnés. Une justice qui ne condamne pas ces racistes, c'est scandaleux ! Car elle encourage et devient complice de la haine raciale.

Baisse des dotations aux collectivités

L'association des maires de Martinique était réunie le mercredi 16 septembre pour définir sa position sur la journée de mobilisation de l'association des maires de France du 19 septembre. Cette association (les maires de France) est dirigée par François Baroin, maire de Troyes et membre du parti Les Républicains-ex UMP. Leur mobilisation était prévue contre la baisse des dotations de l'État. A cette occasion, Maurice Bonté, maire divers Droite d'Ajoupa Bouillon et président de l'association des maires de Martinique, a été interviewé sur les radios. Il a informé le public de la réduction pour les communes de 30% des dotations pour 2017. Il a annoncé les répercussions qu'elle aura au niveau des services rendus à la population par les municipalités : prix de la cantine, des transports scolaires ou autres interventions des services communaux. Selon lui, les budgets des communes de Martinique sont jusqu'ici en équilibre, alors pour ne pas en arriver à des situations difficiles, il faudra «prendre des précautions en amont». Ce qui veut dire compenser les baisses par des augmentations des impôts locaux

pour la population. Ce qui signifie aussi des restrictions sur les salaires qui constituent la première dépense communale... Et M. Bonté de compléter ses propos en disant que dans les mairies il ne sera pas possible de licencier, mais qu'il sera possible de ne pas remplacer les départs en retraite, ou encore de baisser ou supprimer certaines primes, etc.

Voilà le discours tenu par le représentant des maires aux populations des communes, en guise de mobilisation contre les baisses des dotations aux Collectivités ! Un tel discours sert plutôt à dire à la population qu'il est normal qu'elle ait à payer et qu'elle doit se préparer à accepter une situation plus difficile pour elle. Il ne sert sûrement pas à lutter contre une politique de l'État qui aboutit à étrangler les finances locales et à accroître les difficultés de la population.

A cela il n'y a rien d'étonnant car les élus de la droite hier ou de la gauche aujourd'hui, ont toujours été complaisants avec la politique des gouvernants consistant à prendre dans les caisses de l'État pour financer les cadeaux aux patrons.

Bernier, seul contre les vents contraires sur son navire en perdition !

Laurent Bernier, maire de Saint François, conduira en Guadeloupe la liste des «Républicains»- ex UMP à la demande de Sarkozy, aux élections régionales de décembre prochain.

Michaux Chevy et Marie Luce Penchard, comme le font les rats, ont préféré quitter le navire sarkoziste qui coule. Elles ont préféré monter dans la vedette plus rapide de Chalus pour tenter d'avoir une place assurée au nouveau Conseil Régional de décembre. En effet, la droite est en pleine déconfiture en Guadeloupe pour l'instant. L'adhésion de madame Carabin, député maire du Moule, à Lurel depuis déjà quelques années avait déjà sonné

l'hallali du vieux parti de droite. Bernier se raccroche alors aux centristes de l'UDI tout aussi fantomatiques. Pauvre Bernier, le voilà bien seul... Son petit électoral communal ne lui suffira pas pour gagner de nouveaux postes en conséquence. Sarkozy lui a fait un cadeau empoisonné. Et lui en fidèle serviteur a accepté ce sacrifice. Que ne ferait-t-on pas pour le parti du grand patronat ! Mais il pourra toujours remplacer son navire en perdition par l'une des nouvelles villas flottantes sur la mer de la marina de St François dont il est si fier ! Et alors pourra-t-il alors méditer, les yeux rivés sur sa petite portion d'Atlantique. A chacun son «St Hélène» !

L'absorption de la BDAF par la Caisse d'Épargne : les promesses n'engagent que ceux qui y croient

Enfin la Commission de Contrôle des Opérations Bancaires (Autorité de contrôle prudentiel et de Résolution) a donné un avis favorable à la demande d'absorption de la BDAF (Banque des Antilles Françaises) par la Caisse d'Épargne Côte d'Azur. Le nouveau groupe, qui s'appellera désormais Caisse d'Épargne comptera suivant un responsable 800 salariés et 220 000 clients. Pour la suite et donc la finalisation de l'opération d'absorption, les dirigeants de la Caisse d'Épargne prétendent, pour l'heure, qu'il n'y aura pas de licenciements tout en reconnaissant qu'il y aura des doublons. En effet dans certaines villes il y a une agence BDAF et une Caisse d'Épargne. A Basse-Terre par exemple les deux agences sont situées l'une à côté de l'autre. Il y aura donc à coup sûr des fermetures d'agences et

donc des suppressions de postes. Pour l'heure, l'inquiétude existe surtout parmi les employés de la BDAF car c'est cette banque qui a été «absorbée». Mais les employés de la Caisse d'Épargne auraient tort de croire qu'ils sont à l'abri, même s'ils ont peut être reçu des assurances de la part de leur direction. Car à chaque fois qu'il y a eu des opérations au niveau des banques, qu'il s'agisse de fusions, de rapprochements ou autres, cela a toujours été suivi de suppressions de postes donc de licenciements. Cela a été notamment le cas à la BNP, et à la BFC. C'est seulement en se préparant à lutter farouchement contre toute suppression de poste et contre tout licenciement que les employés de la nouvelle Caisse d'Épargne auront des chances de garantir l'emploi de tous.

Les migrants : noyés, ou face aux murs et aux barbelés en Europe et à ses portes!

La France et l'Allemagne ont débouqué des fonds pour les frais d'hébergement. Mais sur plus de 100 000 migrants seuls 40 000 ont pu avoir un gîte et un couvert. Les frontières se sont refermées. Les migrants ont été refoulés face aux barrières de barbelés dressées en Hongrie où ils ont été matraqués et ont reçu des gaz lacrymogènes, y compris les enfants. Le gouvernement Hongrois a même menacé d'emprisonner les migrants les plus récalcitrants. Ceux-ci sont ballottés entre les frontières de la Hongrie et de la Croatie. Mais malgré l'épuisement et la violence policière ils sont déterminés et continuent leur route vers l'Allemagne. Les états européens cherchent à limiter ce flot de migrants en privilégiant ceux qui ont fui la guerre en Syrie et en repoussant ceux qui ont fui la situation économique de leur pays. Mais l'Allemagne en un premier temps s'est servie pour satisfaire le besoin de main d'œuvre dans l'intérêt des entreprises allemandes. Cette discrimination entre migrants a

pour but de diviser une population confrontée aux mêmes problèmes : l'oppression, la guerre, la misère. Ce sont non seulement des populations des pays arabes qui fuient cette situation mais également des Africains qui partent dans des bateaux et qui périssent pour beaucoup dans la Méditerranée. Alors que la France promet de recevoir 24 000 migrants en 4 ans, de nombreux Africains vivent sous des tentes à Paris et sont expulsés par la force. Ces migrants africains seraient-ils victimes d'une discrimination au faciès ? Toutes ces injustices qui frappent les migrants ne feront qu'envenimer la situation. Ni les barbelés ni la répression inhumaine aux frontières n'empêcheront ce flot de migrants d'aller dans les pays les plus riches. Tant qu'il y aura des guerres, la misère dans ces pays d'Afrique, du Moyen et du Proche Orient où l'impérialisme s'impose par les armes, les populations n'auront d'autre choix que de fuir.

U.S.A.

Baltimore : le combat n'est pas terminé

(traduction d'un article paru dans le journal trotskyste américain The Spark)

En avril dernier à Baltimore, un jeune noir de 25 ans, Freddie Gray, était assassiné par la police. Ce meurtre avait entraîné manifestations et émeutes durant plusieurs jours.

Cinq mois après que la police municipale de Baltimore ait tué Freddie Gray, la ville a accepté de payer à sa famille 6,4 millions de dollars. Le jugement de l'affaire Gray va au-delà du total combiné de plus de 120 procès pour violence de policiers depuis 2011. De plus, un juge a décidé de poursuivre pour meurtre les policiers impliqués. La raison de ces décisions de justice : les jeunes de Baltimore sont descendus dans les rues, et se sont fait entendre, dans le monde entier. Ce qu'a subi Freddie Gray n'est pas pire que ce qui est arrivé à de nombreux autres ces dernières années. Dondi Johnson, par exemple, a été aussi victime d'une de ces fameuses courses poursuite par la police de Baltimore en 2005. Ses vertèbres cervicales fracturées, il est resté paralysé et est mort deux semaines plus

tard. Sa famille a reçu seulement 219 000 dollars comme prix de sa vie. Et aucune charge criminelle ne fut retenue contre les policiers. Les autorités de la ville tentent de faire passer le message suivant : cessez le combat. « Le système judiciaire fonctionne : les policiers seront jugés sur place et une forte somme est versée à la famille. Il n'est plus nécessaire de vous révolter... ». Rien n'est plus éloigné de la vérité. Ce que Baltimore nous démontre, c'est comment on obtient quelque chose. La réponse n'est pas de cesser la lutte. Elle n'est pas terminée. Il n'y a toujours pas de travail. Les Noirs sont toujours les premières victimes. Les gens ont encore toutes les raisons de se battre.

Un nouveau scandale : contre la CGTG, LA JUSTICE COLONIALE SOUTIEN encore une fois LES RICHES BÉKES DESCENDANTS DES ESCLAVAGISTES !

Combat ouvrier soutient l'appel à la mobilisation de la CGTG ! Appelle

TOUS SES MILITANTS ET LA POPULATION À SE RENDRE DEVANT LE TRIBUNAL DE POINTE-À-PITRE LE MARDI 6 OCTOBRE A 8H

Le 06 octobre prochain aura lieu une audience du tribunal d'instance de Pointe-à-Pitre à la demande des dirigeants de la CGTG. La requête de l'organisation syndicale vise à réclamer l'étalement des sommes auxquelles elle a été injustement condamnée en avril 2015 pour avoir écrit dans deux tracts que les Despointes, patrons de Milenis avaient fait leur fortune sur la traite négrière et l'esclavage salarié,

grâce à leurs ancêtres esclavagistes, ce qui est vrai. Pour rappel, après avoir condamné la CGTG et deux dirigeants du syndicat de Carrefour Milenis à verser aux Despointes plus de 15000 € en première instance, la cour d'appel a confirmé et aggravé la condamnation. Au total, la CGTG aura à verser plus de 50 000€ prélevés sur les cotisations des salariés, sans compter les frais de justice qui alourdissent encore la somme. Les Despointes, un des plus gros capitalistes de Guadeloupe, n'ont pas hésité à faire bloquer les comptes de la CGTG pour obtenir les sommes. Les huissiers n'ayant rien pu trouver sur les comptes d'un des dirigeants du syndicat de Milenis, ils ont, à la demande des patrons pris une

hypothèque sur sa voiture personnelle. Les Despointes qui sont bénéficiaires de ce jugement inique et la justice à leur service cherchent à mettre à genoux une organisation syndicale qui défend au quotidien les intérêts des travailleurs. La CGTG appelle ses militants à la mobilisation. Mais tout comme Combat Ouvrier, les organisations politiques du mouvement ouvrier, tous les syndicats, tous les défenseurs des droits de l'homme, tous les anti-colonialistes, doivent se mobiliser pour soutenir la CGTG et dénoncer le racisme officiel qui consiste à donner raison aux patrons blancs dominateurs et exploiters des travailleurs noirs et indiens de ce pays depuis des siècles!

GRÈCE

Victoire sans triomphe de Tsipras !

Mais voie ouverte pour imposer les plus dures restrictions à la population

Le parti d'Alexis Tsipras, Syriza, a remporté sans conteste les élections législatives anticipées du 20 septembre dernier. Tsipras avait en effet démissionné en juillet dernier pour provoquer ces élections législatives. Syriza obtient 35,47% des voix, et 145 sièges au parlement. Le parti nationaliste «Grecs Indépendants (ANEL)» avec lequel il a gouverné depuis les élections de janvier obtient 10 sièges. Le parti d'opposition de droite, Nouvelle Démocratie, obtient 28,9% des voix, et le parti d'extrême droite, néo nazi, Aube Dorée, 7%.

Le 5 juillet dernier, un référendum organisé par Tsipras avait débouché sur un NON massif aux mesures d'austérité imposées par l'Europe en échange d'un soutien financier à la Grèce. Pourtant, une dizaine de jours plus tard, le gouvernement entérinait un plan de mesures d'austérité particulièrement sévère. Un accord était signé à Bruxelles le 13 juillet. Ce renoncement à des promesses de campagne avait entraîné de nombreuses démissions à la tête de Syriza. Le nouveau parti, issu de la scission de Syriza, a obtenu un faible score, moins de 3%, ce qui ne lui permet pas d'avoir des élus au parlement. A l'issue du scrutin de dimanche 20, Tsipras a reçu des félicitations révélatrices : celles du président de l'Eurogroupe, qui a rappelé les «réformes ambitieuses» que devra



mener selon lui Syriza, celles de François Hollande, et celles du président du parlement européen, Martin Schultz, pour commencer. Cela donne un indice sur la confiance que ce personnel politique et financier de la bourgeoisie place en Tsipras et dans les possibilités de s'entendre finalement avec lui pour faire admettre à son peuple les plus grands sacrifices pour rembourser les financiers et les banques européennes et imposer les mesures draconiennes imposées par l'Union européenne. La population grecque, elle, est loin d'être unanime. L'abstention a atteint un niveau record : 43,45%. Elle était de 36% lors des législatives de janvier. Ceux qui se sont abstenus sont surtout les jeunes et les chômeurs. Pourtant, la participation aux élections est obligatoire en Grèce. Les abstentionnistes ne paient pas

d'amende, contrairement à d'autres pays. Mais ils peuvent avoir à faire face à des tracasseries administratives : moins de chances d'obtenir un emploi administratif, plus de difficultés pour le permis de conduire ou un passeport. Pourtant près de la moitié de la population adulte n'est pas allée voter. C'est révélateur de son peu de confiance dans la capacité ou la volonté de Syriza de changer la situation catastrophique dans laquelle elle se trouve. Cette abstention pourra-t-elle déboucher sur une mobilisation des victimes de l'austérité ? Ce serait la seule solution pour que la population cesse d'être étranglée. Pour sortir de la crise, il faut faire payer les riches, et en Grèce il y en a. Seules la lutte et la colère populaires peuvent contraindre le pouvoir à prendre les mesures d'urgence nécessaires.

Suite de la P. I

CTM : Tempête dans un verre d'eau

menaces et ont justifié leurs prises de position qui se veulent radicales comme étant de la légitime défense. Devant un tel emballement, la tête de liste d'EPMN n'a pu qu'intervenir pour... demander que la sérénité revienne. Pourquoi ce soudain coup de chaud ? Le gouvernement a décidé de donner son accord pour mettre en place un «machin» comme disait de Gaulle, machin qui aura pour nom CTM (Collectivité territoriale de Martinique), mais que le gouvernement contrôlera via le préfet notamment. Mais ce machin aiguise les appétits. Et pour cause, certains sont allés jusqu'à

qualifier cette CTM et son mode de gouvernance de mini gouvernement avec ses ministres. A cela on peut ajouter que, de 86 sièges que comptent l'actuel Conseil Régional (41) et le Conseil Général (45), on passe à 60 dans la CTM, et que chaque coalition regroupe plusieurs partis qui veulent placer leurs notables. On comprend tout de suite que le prix de la place est élevé et qu'il faudra batailler ferme pour espérer avoir son strapontin. Tous ces protagonistes n'ont jamais mis une telle énergie, un tel engagement à s'en prendre au gouvernement pour qu'il mène une politique de lutte

contre le chômage, contre la misère, le manque de logement, contre tous ces riches qui affichent de manière insolente leur confort et leurs privilèges. Non ! Tous ces grands défenseurs de la démocratie et de la transparence crient sus au journaliste qui a révélé une prise de position embarrassante de leur champion. Et voilà comment un fait divers banal est monté en épingle pour éviter de parler des vrais problèmes qui assaillent la grande majorité de la population. Une vraie fausse diversion.

Élections à Trinidad et Tobago: hausse des prix, sous-emploi, corruption des gouvernants, la population a voulu changer !

Lors des élections législatives du 7 septembre 2015, le parti de la première ministre sortante au pouvoir a perdu. Kamla Persad-Bissessar est remplacée par Keith Rowley, originaire de Tobago la petite île associée à Trinidad. K. Rowley est le dirigeant du People's National Movement (PNM-Mouvement National du Peuple), principal opposant à l'UNC (United National Congress, Congrès National Uni) de Kamla Persad-Bissessar. Le PNM est aussi le parti du populaire Eric William considéré comme le «père de l'indépendance» de Trinidad et Tobago.

Il y a eu 67% de participation à ces élections après une campagne très suivie. Le PNM se présentait face à la coalition PP (People's Partnership, Partenariat du Peuple), dirigée par madame Persad-Bissessar. Le principal parti au sein de la coalition PP est l'UNC dont Persad-Bissessar est la dirigeante politique. Dans le PP se regroupent aussi la COP (Congrès du Peuple), le TOP de Tobago (Organisation du Peuple) et le NJAC (Comité National d'Action Commune).

Le PNM a obtenu 51,68 % des suffrages exprimés et 378 477 voix, tandis que le PP en a eu 45,61 % (dont 39,61 % de l'UNC, 6,01 % de la COP, 0,24 % de TOP et 0,79 % de NJAC) soit 341 597 voix. Cette différence de voix a pour conséquence que le nombre de représentants élus des deux camps est de 23 pour le PNM et 18 pour la coalition PP.

Pourquoi ce résultat qui est un rejet de la politique de la Première ministre ? Des accusations de corruption ont terni l'image de l'UNC. Ainsi, en mai dernier Jack Warner, Trinidadien ministre de Persad-Bissessar, a été un des acteurs du scandale de la FIFA, Fédération Internationale de Football dont il était vice-président et aurait détourné à son profit plusieurs millions de dollars US. Déjà en 2004 il avait essayé d'offrir 7 voix à l'Égypte pour 1 million la voix.

D'un autre côté, la population rencontre de grandes difficultés. Le pétrole et le gaz, principales exportations de Trinidad et Tobago, assuraient des conditions de vie décentes comparées à d'autres îles de la Caraïbe. La baisse de leurs prix sur le marché mondial, plus de 50% de moins qu'en janvier 2014, a des



Keith Rowley

conséquences graves sur le budget de l'État. L'inflation atteint 8,5%. Qui dit inflation dit hausse des prix. Ceux de l'alimentation, des produits importés, très nombreux à Trinidad, ont augmenté. Le chômage augmente aussi : sur un total d'environ 650000 travailleurs, 20 400 chômeurs de plus sont comptabilisés entre début 2014 et début 2015. La population de Trinidad est de 3,5 millions d'habitants.

Les compagnies pétrolières licencient. Trinidad devra peut-être demain faire appel au FMI (Fonds monétaire international) et aux prêts de la Banque Mondiale à cause de la crise financière commencée en 2008 aux USA et qui a encore des conséquences dans le monde entier. La croissance est passée de 8% en 2009 à moins de 1%.

Tout cela a bénéficié au candidat K. Rowley qui dans son parti a une réputation de probité, du moins jusqu'à maintenant.

Mais quels changements peut espérer la population victime de cette crise ? Le nouveau Premier Ministre et ses ministres ont commencé par annoncer de grandes difficultés pour boucler le budget de l'État. Les patrons montent au créneau : ils s'opposent à l'augmentation de leurs impôts que le nouveau gouvernement avait commencé à envisager car l'État connaît un fort déficit. Le patron de AmCham, Chambre américaine de Commerce de Trinidad-et-Tobago, Nirad Tewarie, a aussitôt déclaré : « la croissance est stimulée lorsque les gouvernements facilitent le fait de faire des affaires, pas quand ils le rendent plus difficile. » Il est fort bien entendu. La nouvelle ministre du commerce, dans un discours à ces mêmes patrons, s'est engagée à leur donner satisfaction.

Saint-Vincent-et-les-Grenadines

Les élections tournent à la farce

Le Premier Ministre de l'archipel, Ralph Gonsalves, refuse depuis des mois de dévoiler la date des prochaines élections générales. Fin mars, il déclarait mystérieusement que «les dates sont déjà venues à lui», mais qu'il ne voulait pas les communiquer.

Le 19 septembre, il a fait une déclaration encore plus ridicule, en invitant les électeurs qui souhaitent connaître la date à chercher la réponse dans... la bible !

«Saint Gonsalves» s'amuse à faire durer le suspense pour tenter de déstabiliser le parti d'opposition, et gagner ainsi un quatrième mandat. Ses déclarations farfelues font sourire. Mais elles révèlent le manque de considération de ce politicien pour la population du



Ralph-Gonsalves
Premier ministre de Saint-Vincent

pays qu'il dirige. A moins qu'il ait disjoncté... mentalement... auquel cas, il ne pourrait plus être dans la course, sans doute pas le pire pour la population !

HAITI

ALLER PLUS LOIN QUE LA DÉFIANCE ET L'ABSTENTION MASSIVE !

Selon le bureau de contentieux électoral, les résultats définitifs des élections législatives du 9 août 2015 sont publiés en milieu de semaine pour 4 départements dont le Nord, le Nord-Est, le Nord-Ouest et la Grand'Anse (sud-ouest). Les résultats pour les autres départements, incluant l'Ouest, seront connus à la fin de cette semaine après délibération. Ces élections ont été marquées par l'abstention massive et les violences dans certains bureaux de vote. Voici un article publié par nos camarades de l'OTR, (Organisation des travailleurs révolutionnaires) le 12 septembre dans leur journal « La Voix des Travailleurs ».

Le faible taux de participation de la population (18%) sur l'ensemble du pays et seulement 6% dans le département de l'Ouest qui représente à lui seul 40% de l'électorat traduisent la grande défiance des masses pauvres à l'endroit de ces politiciens corrompus qui se livrent un duel à mort pour le pouvoir. En effet, ce 9 août 2015, les rues de la capitale, Port-au-Prince, étaient clairsemées, elles rappelaient plus une journée de grève générale réussie qu'une journée électorale. La foutitude de partis politiques engagés dans la course électorale et leurs ribambelles de candidats à la députation et au Sénat n'ont pas

drainé grand monde dans les urnes. Même les candidats de Fanmi Lavalas dont les portraits sur les affiches électorales étaient flanqués de celui de Jean Bertrand Aristide, même la présence d'un populiste comme Steeven Benoit et les coups de millions joints aux promesses fallacieuses du parti de Martelly n'ont pas rameuté de foule ce jour-là dans les rues. Faisant face à leurs problèmes quotidiens : bas salaires, hausse vertigineuse du coût de la vie, insécurité, rentrée des classes, les masses pauvres ne se sont pas laissées bernier par les discours démagogiques des politiciens qui, le temps d'une élection, leur promettent monts et merveilles et, une fois au pouvoir, se transforment en leur bourreau. Les travailleurs, les djobeurs, les chômeurs en ont assez ! Sur la zone industrielle, l'indifférence et le dégoût caractérisaient l'attitude des ouvriers. Il était difficile le lendemain des élections de trouver un ouvrier qui disait avoir fait le déplacement pour aller voter. Fièremment, ils montraient leurs pouces propres, c'est-à-dire non imbibés de l'encre indélébile utilisée dans les bureaux de vote. L'abstention massive de la population restera le maître mot de ces élections. Quatre vingt deux pour cent ! Pour le moment, c'est de cette façon que la grande

majorité des travailleurs entendait signifier leur rejet de cette meute de politiciens qui cherchent à s'emparer du pouvoir dans le seul but d'assouvir leurs ambitions personnelles et garder ainsi le statu quo.

Mais abstention ou pas, ces politiciens accèderont aux postes et parleront au nom de la population. Ils auront les caisses de l'État à portée de leur main et ce sont eux qui mèneront la politique contre les classes pauvres. Alors mieux que l'abstention, la perspective pour les masses pauvres est de s'organiser pour occuper le terrain politique et peser dans la prise des décisions qui les concernent.

Face à la dégradation accélérée de leurs conditions de vie et au pillage systématique des biens et fonds publics par ces politiciens qui se succèdent au pouvoir, la tâche de l'heure pour les militants révolutionnaires et pour les jeunes qui sont révoltés par la marche de la société est de préparer aux côtés des masses la prochaine mobilisation en vue de faire entendre les revendications des classes laborieuses et d'en exiger la satisfaction. Forts de leur nombre et de leur détermination, les travailleurs, actifs ou au chômage, peuvent, entre autres, arracher les 500 gourdes (par jour : 8,47 euros) de salaire minimum et obtenir la baisse des produits de consommation courante qui se sont envolés avec la hausse du dollar le mois dernier. Qu'est-ce que les classes pauvres n'obtiendront pas quand elles se mettent en colère et maintiennent leur mobilisation jusqu'à satisfaction de leurs revendications ?

SOYEZ NOMBREUX À LA RÉUNION PUBLIQUE DE COMBAT OUVRIER VENDREDI 9 OCTOBRE SALLE RÉMY NAINSOUTA À POINTE-À-PITRE !

Thème :

Contre la bourgeoisie et les riches, contre leurs serviteurs politiques de gauche et de droite, **nos camarades de la liste Combat Ouvrier conduite par Jean-Marie Nomertin**, une liste communiste révolutionnaire, expliqueront pourquoi la présence d'un camp des travailleurs et des opprimés qui se battent contre l'exploitation capitaliste est absolument nécessaire dans la campagne des élections régionales de décembre 2015.

Nous publions ci-dessous des extraits d'un article du journal Lutte Ouvrière

Smart : 61 % des ouvriers rejettent le chantage de la direction

Lors du référendum pour ou contre le «Pacte 2020» de la direction de l'usine Smart de Hambach en Moselle, 61 % des ouvriers ont voté contre ce plan qui prévoit, en plus d'un retour aux 39 heures payées 37, un blocage des salaires pendant cinq ans. Si, sur l'ensemble du personnel, le oui l'emporte comme l'ont amplement relayé les médias, c'est en raison du vote favorable à 74 % des Etam (employés techniciens et agents de maîtrise et des cadres). Au final, la direction se vante que 56 % du personnel de la Smart a voté pour son plan. Ce qui est une escroquerie à plus d'un titre, la direction de la Smart n'ayant bien sûr pas demandé leur avis au millier de travailleurs installés sur le site, employés par les sous-traitants, et qui seraient touchés par un retour aux 39 heures. Le vote s'est déroulé un pistolet sur la tempe des salariés. En cas d'une victoire du non, la direction faisait planer la menace d'une délocalisation de la production dans l'usine Renault de Novo Mesto, en Slovaquie, où est produite la Smart 4 places sur les mêmes chaînes que la Twingo. Si parmi les travailleurs, l'inquiétude sur l'avenir est là, ils savent aussi que le chantage à

l'emploi est un marché de dupes. L'usine Smart est située à quelques kilomètres de l'usine Continental de Sarreguemines et l'expérience des ouvriers de Continental Clairoux dans l'Oise, à qui la direction avait promis le maintien de l'emploi en échange d'un retour aux 39 heures, avant de fermer l'usine, est dans tous les esprits.

Du côté des syndicats, la CGT, la CFDT et la CFTC avaient marqué, après des hésitations pour certains, leur opposition au projet de la direction. Ils ont été suivis par la majorité des ouvriers – contrairement à ce que prétendent les commentateurs qui ont brodé sur les syndicats qui ne seraient plus représentatifs des salariés.

Le référendum organisé à la Smart s'inscrit dans une campagne patronale et gouvernementale contre le monde du travail. Et en effet, la direction n'a pas besoin de plus de travail : elle vient d'annoncer sept vendredis non travaillés. Elle n'a même pas besoin d'imposer 39 heures puisque son projet est de revenir aux 35 heures en 2020. Elle veut juste faire baisser les salaires... dans un groupe riche à milliards ! Il n'en est pas question.